



VILLE DE MELUN

ARRETE MUNICIPAL n° 2024.115 du 02/02/2024

OBJET : Réglementation de la vente à emporter de toutes boissons alcooliques - Secteur de la Place Praslin

LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2211-1, L2212-2 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L3321-1, L3341-1 et suivants ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L3332-13, L.3321-1, R3353-2 et R.3353-5-1 ;

CONSIDERANT les plaintes des riverains reçues par la mairie de MELUN, relatives aux nuisances sonores nocturnes, aux troubles au bon ordre et à la tranquillité publique, qui mettent en cause les épiceries de nuit et les établissements de vente à emporter dans le secteur de la **Place Praslin dans un rayon de 200 mètres** ;

CONSIDERANT que les contrôles et les observations réalisés par les services de la police nationale et police municipale montrent que cette activité de vente à emporter favorise la consommation d'alcool sur la voie publique et les attroupements de personnes en état d'ébriété dans le secteur de la Place Praslin ;

CONSIDERANT que l'ouverture de ces commerces en soirée favorise l'approvisionnement en boissons alcoolisées de groupe de personnes qui ensuite s'approprient le domaine public pour consommer bruyamment et tard dans la nuit ;

CONSIDERANT en outre que la consommation de boissons alcoolisées en dehors de ces établissements est de nature à favoriser l'ivresse sur la voie publique génératrice de troubles à l'ordre public ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prévenir les risques de troubles à la sûreté, à la sécurité et à la tranquillité publique dans le secteur de la Place Praslin ;

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions précitées, il appartient au Maire de réglementer la vente à emporter de toutes boissons alcooliques sur le territoire communal ;

- ARRETE -

Article 1 -

La vente à emporter de toutes boissons alcooliques appartenant aux 3e, 4e et 5e groupes, définies par l'article L3321-1 du Code de la Santé Publique, est interdite tous les jours entre 21 heures et 8 heures.

Cette interdiction se limite aux établissements implantés dans un périmètre de 200 mètres autour de la Place Praslin.

Article 2 -

Le présent arrêté prend effet à compter du 03 février 2024 jusqu'au 31 mai 2024.

Article 3 -

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe le fait de vendre des boissons alcoolisées à consommer sur place ou à emporter en violation des interdictions ou obligations édictées par arrêté. _

Article 4 -

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès son affichage ou sa publication ainsi que sa transmission au représentant de l'Etat.

Article 5 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le silence gardé pendant plus de 2 mois par l'administration vaut décision implicite de rejet.

Article 6 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit auprès du Tribunal Administratif de Melun dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de la notification de la réponse de l'autorité compétente dans le cas d'un dépôt de recours gracieux préalable.

Article 7 -

M. le Directeur Général des Services de la ville de Melun,
M. le Commissaire Divisionnaire,
M. le Colonel Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du 77,
M. le Directeur du Pôle Sécurité et Tranquillité Publique,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont les infractions seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois. Une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 02/02/2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-217702885-20240101-166449-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/02/2024
Publication :

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,



Eliana VALENTE,